



# Les Africains désirent des élections transparentes – surtout celles porteuses d’alternance

Par Michael Bratton et Sadhika Bhoojedhur

Synthèse de Politique No. 58 d’Afrobaromètre | Juin 2019

## Introduction

Désormais, les observateurs soutiennent généralement que les élections multipartites sont institutionnalisées comme élément standard de la politique africaine (Posner & Young, 2007; Bratton, 2013; Cheeseman, 2018; Bleck & van de Walle, 2019). Ils veulent ainsi dire que le choix et l'alternance des dirigeants politiques s'opèrent le plus souvent à travers des joutes électorales compétitives. A la suite d'une vague d'alternance dans les années '90, la grande majorité des pays africains ont abandonné les systèmes à parti unique et les régimes militaires en faveur de constitutions démocratiques qui garantissent – tout au moins en théorie – des droits civils et politiques, un contrôle civil de l'armée, et le contrôle législatif et juridique des actions de l'organe exécutif du gouvernement. Presque tous les pays ont adopté un cycle régulier d'élections (généralement quinquennal), et beaucoup ont imposé des limites constitutionnelles au nombre de mandats que les présidents africains peuvent briguer (généralement deux). Aujourd'hui, sous l'impulsion de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance de l'Union Africaine, tous les leaders politiques se sentent obligés d'observer tout au moins symboliquement un ensemble nouveau de normes électorales continentales.



**Pan-  
Africa  
Profiles**

En bref, les élections sont maintenant intégrées dans la réglementation formelle gouvernant la politique sur le continent. Mais l'institutionnalisation des élections nécessite plus qu'une proclamation internationale, une constitution ambitieuse, et un cadre de statuts et règlements bien rédigé. Elle nécessite également que les acteurs politiques à tous les niveaux du système politique élèvent les élections ouvertes au rang de méthode privilégiée pour sélectionner et tenir responsables leurs dirigeants chefs. En d'autres termes, aussi bien les politiciens que les citoyens devront s'engager sincèrement à défendre les élections et à les protéger vigoureusement au cas où les procédures électorales viendraient à être menacées.

Tout indique déjà pourtant que certains présidents africains sont prêts à abandonner volontiers la limitation des mandats présidentiels (Dulani, 2011) – un revirement, par exemple, que le Parlement togolais a ratifiée en mai 2019. Et les leaders politiques sont trop souvent tentés de manipuler les processus électoraux et les résultats qui en découlent dans le but de conserver le pouvoir (Cheeseman & Klaas, 2018) – comme Joseph Kabila l'a démontré lors des élections générales de décembre 2018 en République Démocratique du Congo (RDC).<sup>1</sup> Dans ces circonstances, la charge de la protection d'élections ouvertes et compétitives relève en grande partie de la responsabilité des citoyens africains ordinaires. Les responsabilités politiques de l'homme et de la femme de la rue constituent le dernier rempart lorsque les leaders enfreignent les normes électorales largement admises.

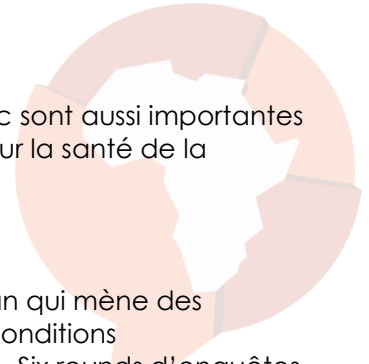
En conséquence, plusieurs questions majeures se posent: Les Africains soutiennent-ils effectivement les élections? Considèrent-ils les élections africaines libres et transparentes? Les compétitions électorales de grande qualité accroissent-elles la valeur que les citoyens accordent aux élections?

Ce numéro des Pan-Africa Profiles apporte des réponses affirmatives à toutes ces questions. Sur la base de récentes données d'enquête d'Afrobaromètre couvrant plus de 30 pays à travers les principales régions géographiques de l'Afrique, nous constatons que les Africains désirent des élections ouvertes et pensent, pour la plupart, en bénéficier. Dans une large mesure, le soutien populaire aux élections est motivé par la liberté et la transparence du processus électoral telles que perçues. En fouillant davantage, nous observons que la qualité des élections – et donc le soutien populaire – semble dépendre de ce que les élections apportent ou pas une alternance politique, que nous définissons comme le changement non seulement du premier dirigeant, mais également du parti au pouvoir. Cet « effet de

---

<sup>1</sup> Les observateurs électoraux de l'Eglise Catholique ont allégué que Kabila a comploté pour consacrer le supposé vainqueur, Felix Tshisekedi, qui en fait est arrivé loin derrière le réel vainqueur, Martin Fayulu.

changement » suggère que les préférences politiques du grand public sont aussi importantes – sinon plus importantes – que la réglementation politique formelle pour la santé de la démocratie en Afrique.



## Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits entre 1999 et 2015. Les résultats des enquêtes au titre du Round 7, conduites avec 45.823 répondants dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018, sont actuellement en cours de publication. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, y compris les Pan-Africa Profiles, notre série d'analyses transnationales au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire dans notre liste de distribution à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette synthèse de politique s'appuie principalement sur les données du Round 7, avec des comparaisons dans le temps pour des pays enquêtés durant les rounds précédents (voir la liste des pays et les dates des enquêtes en annexe). Les données sont pondérées de sorte à obtenir des échantillons nationalement représentatifs. Chaque pays est équitablement pondéré; les données à l'échelle continentale ci-dessous sont donc des moyennes de données nationales, sans ajustement par rapport à la taille des populations nationales.

## Résultats clés

- En moyenne, trois-quarts (75%) des Africains enquêtés en 2016/2018 affirment qu'ils préfèrent choisir les dirigeants de leur pays à travers des élections régulières, ouvertes, et honnêtes. Mais le soutien populaire aux élections était quelque peu plus élevé dans un passé récent, atteignant 83% à travers 35 pays enquêtés en 2011/2013.
- Presque deux-tiers (63%) de tous les Africains enquêtés considèrent les dernières élections nationales organisées dans leur pays libres et transparentes (soit « complètement » ou « avec des problèmes mineurs »). Un sur quatre environ affirment qu'il y avait « des problèmes majeurs » (13%) ou que ces élections n'étaient « ni libres ni transparentes » (15%). Les évaluations populaires de la qualité des élections sont demeurées presque inchangées depuis 2005.
- Les citoyens qui pensent que leurs élections les plus récentes étaient libres et transparentes sont plus susceptibles de soutenir que les élections sont le meilleur moyen de choisir les dirigeants.
- Fait surprenant, les supporteurs des partis d'opposition sont presque aussi susceptibles que les supporteurs des partis au pouvoir de considérer leurs élections libres et transparentes. Les non-partisans sont moins susceptibles de percevoir une intégrité électorale.
- Le soutien populaire aux élections est plus élevé dans les pays avec des systèmes électoraux présidentiels à deux tours que dans les systèmes où les dirigeants sont indirectement choisis par les majorités parlementaires ou qui permettent aux vainqueurs d'entrer en fonction avec moins de 50% des voix.
- La qualité perçue des élections est étroitement liée à l'alternance politique. Lorsqu'il y a une alternance politique, 71% des Africains considèrent que l'élection était libre et transparente, tandis que 56% seulement ont la même perception lorsque les résultats confirment l'hégémonie du parti au pouvoir.

- Nous concluons que le soutien aux élections est fonction aussi bien de l'alternance politique que de la qualité perçue des élections. En effet, l'alternance s'intègre dans les perceptions populaires de la qualité des élections comme la plus grande preuve de ce qu'est une élection de grande qualité. Simplement présenté, les Africains soutiennent les élections qui résultent en une alternance.

## Le soutien aux élections: Qualité et alternance

34 pays africains • 2016/2018

### Soutien populaire aux élections



% qui affirment que les élections sont le meilleur moyen de choisir leurs leaders

1. Gambie	88%
2. Sierra Leone	87%

MOYENNE (34 pays)

75%

33. eSwatini	54%	<b>Les élections de qualité</b> accroissent le soutien aux élections
34. Lesotho	48%	

### Qualité perçue des élections

% qui affirment que les élections les plus récentes étaient libres et transparentes (« entièrement » ou « avec des problèmes mineurs »)

1. Ghana	87%
2. Tanzanie	85%

MOYENNE (34 pays)

63%

33. Maroc	25%	<b>Les "élections porteuses d'alternance"</b> accroissent la qualité perçue des élections
34. Gabon	17%	

### Alternance politique

% qui affirment que les élections étaient libres et transparentes

lorsque l'opposition gagne les élections 71%

lorsque le parti au pouvoir gagne les élections 56%

**AFRO**  
**BAROMÈTRE**  
DONNER UNE VOIX AU PEUPLE

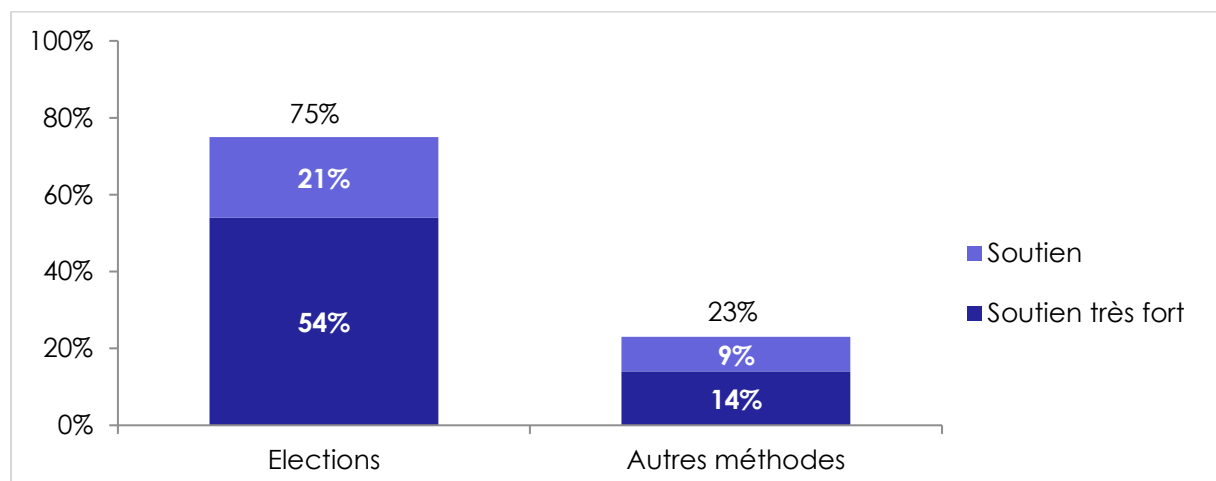
## Soutien populaire aux élections

Dans le but de jauger le soutien populaire aux élections, Afrobaromètre présente un choix aux enquêtés: *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?*

- 1. Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et honnêtes.*
- 2. Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays.*

En moyenne, la grande majorité (75%) des Africains enquêtés en 2016/2018 affirment qu'ils préfèrent choisir leurs dirigeants de leur pays à travers des élections ouvertes (Figure 1). Plus de la moitié (54%) soutiennent « très fortement » que la méthode des élections est plus souhaitable que toute « autre méthode ». Nous ne savons pas précisément quelle « autres méthodes » les répondants avaient à l'esprit. Mais nous supposons que celles-ci incluent des mécanismes précédemment essayés, comme la succession monarchique ou de chefferie, le choix par les conseils des sages, les plébiscites contrôlés, ou les confiscations de pouvoir opérées par des initiés civils ou militaires. L'important, cependant, est que pour les Africains contemporains, les élections ouvertes surpassent toutes les méthodes alternatives de choix des gouvernants qui auraient pu servir en Afrique par le passé.

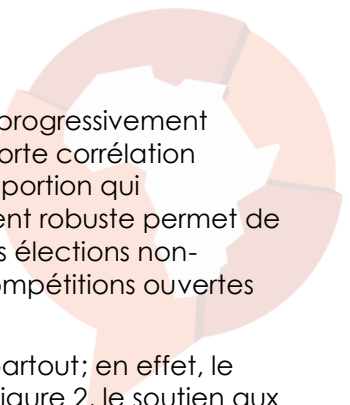
**Figure 1: Soutien populaire aux élections** | 34 pays | 2016/2018



En formulant la question de l'enquête, nous nous sommes employés à faire en sorte que les réponses offertes fassent référence à des élections « régulières » (c'est-à-dire qu'elles se tiennent dans les délais prévus), « ouvertes » (c.-à-d. libres), et « honnêtes » (c.-à-d. transparentes). Néanmoins, il est toujours possible que certains répondants cautionnent tout juste le semblant de compétitions peu compétitives, trait commun des états à parti dominant. Ce type d'élection dans sa version extrême et dans un contexte de parti unique a permis à un seul candidat de se présenter à des élections présidentielles et à des candidats d'un seul parti politique à se présenter à des élections législatives. Par conséquent, l'enquête interroge également explicitement sur le soutien populaire aux élections multipartites. La question est de nouveau posée comme un choix entre deux affirmations:

- 1. Les partis politiques créent la division et la confusion; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au/en [pays].*
- 2. Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les [citoyens de ce pays] aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.*

Alors qu'en moyenne à travers 34 pays, 33% seulement sont d'accord avec la première affirmation, 63% approuvent la deuxième affirmation (dont 42% l'approuve « très fortement »). Par ailleurs, dans les 16 pays dont nous disposons des données à partir de 2002,



la proportion de ceux qui soutiennent la concurrence multipartite s'est progressivement accrue de 55% à 64% (non illustré). Plus important encore, il existe une forte corrélation transnationale entre la proportion qui soutiennent les élections et la proportion qui soutiennent la compétition multipartite.<sup>2</sup> Cette corrélation statistiquement robuste permet de dissiper les inquiétudes selon lesquelles les citoyens seraient satisfaits des élections non-compétitives; plutôt, ils associent clairement la notion d'élection aux compétitions ouvertes entre deux partis politiques ou plus.

Le soutien populaire aux élections ouvertes n'a pas la même intensité partout; en effet, le soutien varie considérablement d'un pays à l'autre. Comme l'illustre la Figure 2, le soutien aux élections est particulièrement élevé dans certains pays ouest-africains, dont la Gambie (88%), la Sierra Leone (87%), la Côte d'Ivoire (84%), et le Libéria (84%). Mais le soutien aux élections est bien plus bas dans un certain nombre de pays d'Afrique Australe, tels que la Mozambique (61%), l'Afrique du Sud (61%), le Malawi (57%), et l'eSwatini (54%). Au Lesotho, moins de la moitié de tous les adultes (48%) expriment un soutien manifeste aux élections.

Peut-être la popularité des élections dépend-elle du caractère nouveau ou non du choix de vote. Lorsqu'une compétition donnée est une élection « fondatrice » – c.-à-d. qu'elle présage d'une plausible transition de régime, habituellement vers la démocratie après une longue période de gouvernance autocratique – alors les gens sont susceptibles de réserver un bon accueil à l'opportunité inhabituelle de voter pour leurs dirigeants. Cependant, lorsque les élections les plus récentes sont pareilles que d'habitude dans la droite ligne des compétitions habituelles, et surtout lorsque la démocratisation n'a pas entraîné de bouleversement observable dans les vies des gens, alors les gens peuvent afficher un soutien peu enthousiaste. À cet égard, l'institutionnalisation des élections pourrait être un bienfait mitigé, surtout lorsque le peuple est habitué à la série de processus de mauvaise qualité qui tend à multiplier l'apathie, et même le mépris.

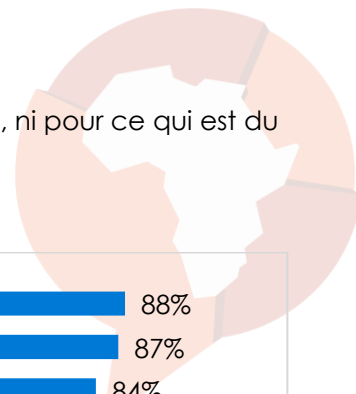
Quelques pays confortent cette hypothèse relative aux expériences électorales récentes. En Gambie par exemple, les niveaux euphoriques de l'enthousiasme citoyen pour les élections reflètent probablement ce que la BBC (2016) a appelé « l'un des plus grands bouleversements électoraux que l'Afrique Occidentale ait jamais connu ». La victoire en novembre 2016 du challenger Adama Barrow, suivie de l'exil en janvier 2017 du candidat sortant Yahya Jammeh aux mains d'une force militaire de la CEDEAO, représentait la première alternance de la Gambie en plus de 20 ans. En revanche, les élections parlementaires de juin 2017 au Lesotho ont été convoquées avec plus de trois ans d'avance parce que le premier ministre Pakalitha Mosisili avait perdu la confiance du Parlement et de son propre adjoint. Le premier ministre entrant Tom Thabane, un politicien de la vieille école récemment revenu d'exil, a été investi alors qu'il pleurait encore l'assassinat de son épouse et dans un contexte de luttes intestines au sein des forces armées. Les électeurs du Lesotho avaient donc des raisons de penser que les élections dans leur pays avaient permis à l'élite politique de s'approprier le pouvoir dans un contexte de guéguerres.

En effet, le soutien populaire aux élections était quelque peu plus élevé en Afrique dans un passé récent, c.-à-d. durant une vague de transitions de régime. Dans les 18 pays qu'Afrobaromètre suit régulièrement depuis 2005, le soutien moyen a régressé de 82% à 74% sur les 13 dernières années (Figure 3). La préférence pour les « autres méthodes » de choix des dirigeants s'est accrue au même rythme sur la même période, passant de 16% à 24%. Paradoxalement, l'évolution à la baisse du soutien aux élections contredit la croissance précédemment documentée du soutien à la compétition multipartite. Peut-être l'électorat gagne-t-il une appréciation du couteau à double tranchant que constitue l'institutionnalisation électorale. Pour s'en assurer, les citoyens accueillent volontiers la grande variété de choix politiques qui découle de l'élargissement et de l'approfondissement de la compétition politique. Dans le même temps, les gens reconnaissent cependant que des élections régulières ne peuvent pas combler, à elles seules, toutes les attentes des

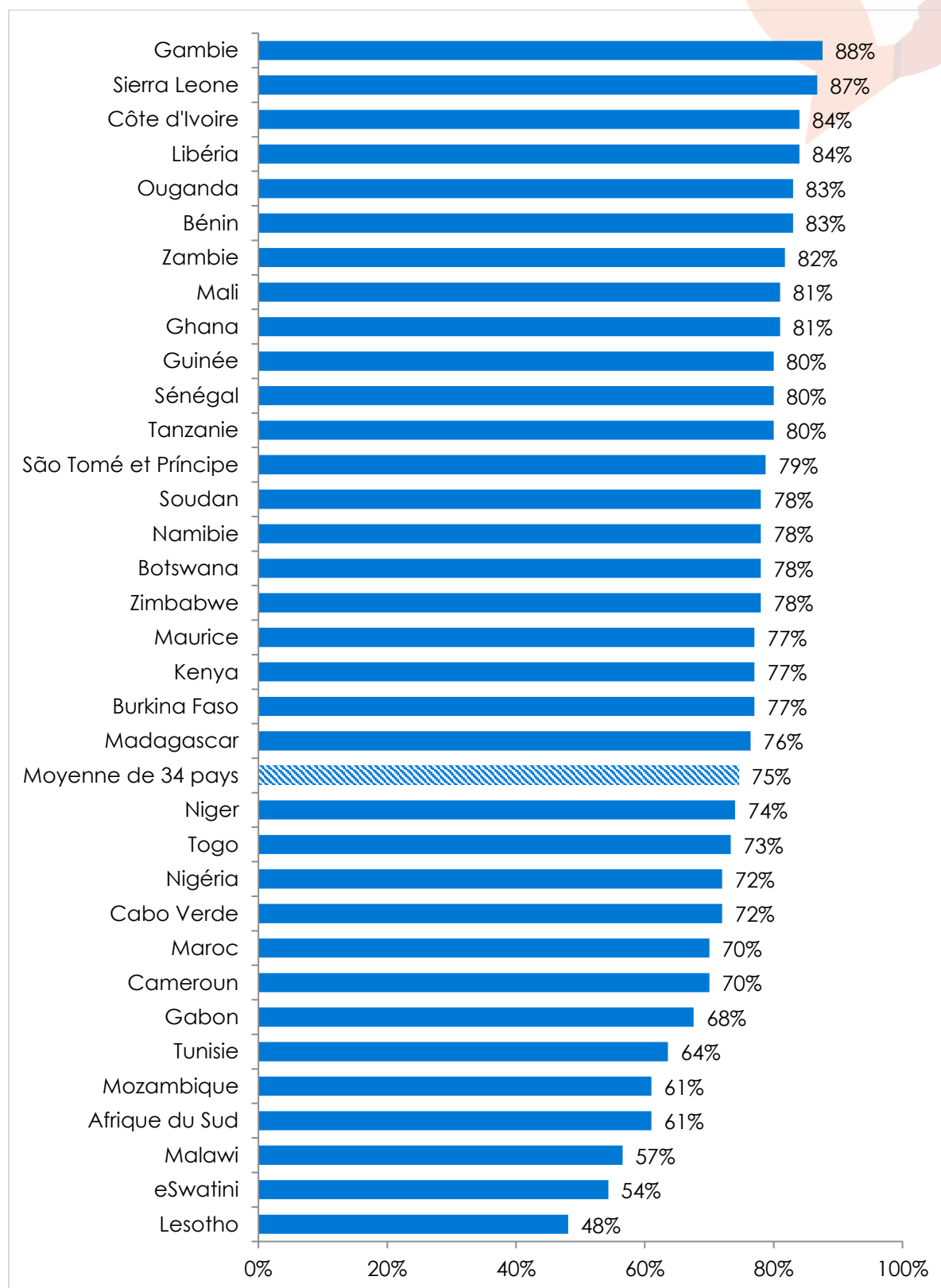
---

<sup>2</sup> Coefficient de corrélation de Pearson  $r = .407$ , sig. = .017

populations, ni en ce qui concerne la consolidation de la démocratie, ni pour ce qui est du développement économique et social.

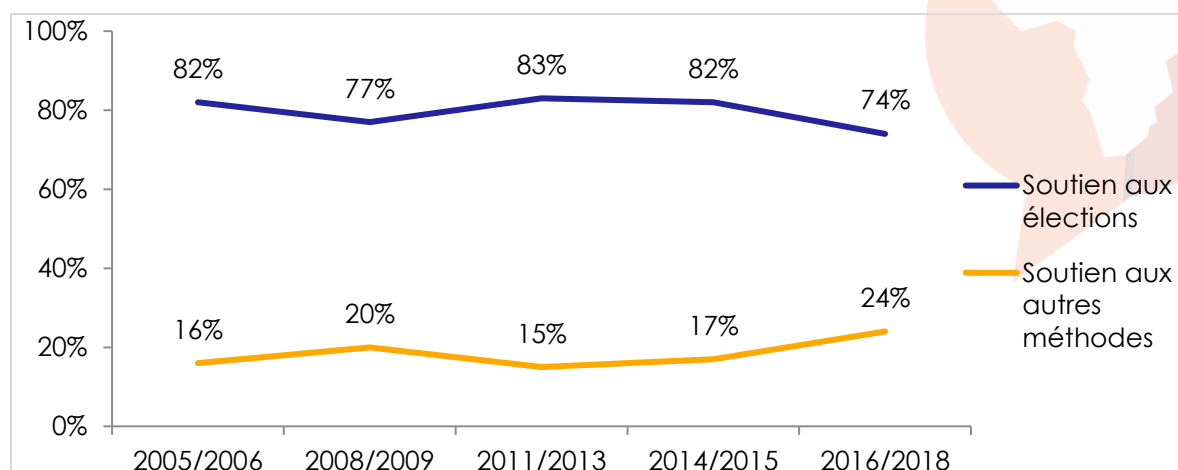


**Figure 2: Soutien aux élections** | par pays | 34 pays | 2016/2018



La figure montre le% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les gouvernants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres, et transparentes.

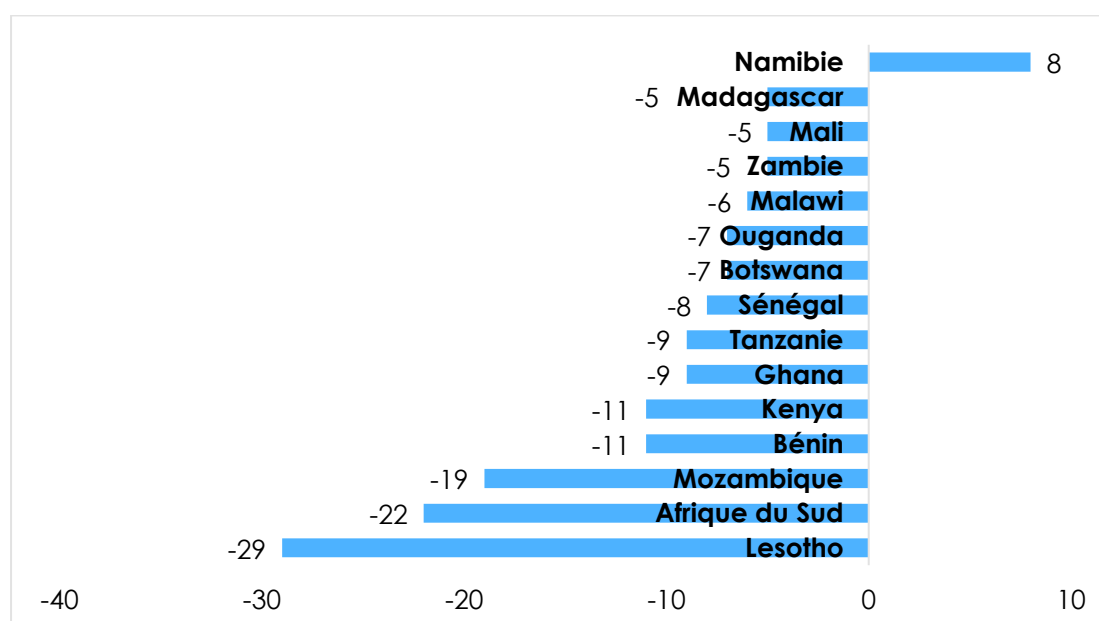
**Figure 3: Soutien aux élections | 18 pays | 2005-2018**



La figure montre le% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation.

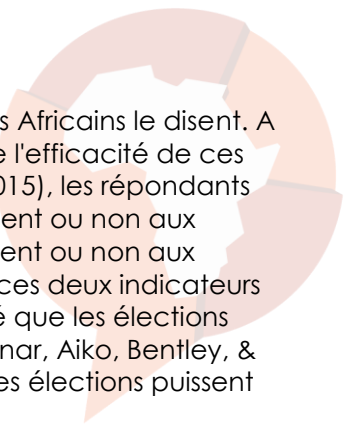
Une ventilation par pays des variations du soutien populaire aux élections renforce la tendance baissière observée à l'échelle continentale. Des 15 pays affichés dans la Figure 4, tous à l'exception de la Namibie ont connu un déclin important (moins 5 points de pourcentage ou plus) du soutien total au cours de la période 2005-2018. Il n'est pas difficile de trouver des exemples de désillusion populaire par rapport au processus électoral. Au Bénin en avril 2019, le taux de participation électorale a chuté à son taux le plus bas de 23% à l'occasion des élections parlementaires tenues sans aucune force de l'opposition; tous les candidats provenaient uniquement des deux partis autorisés, tous deux alliés à Patrice Talon, le président en exercice (France24, 2019). Et en Afrique du Sud, 10 millions de personnes ayant le droit de voter, et en majorité jeunes, n'ont pas voté aux élections nationales et provinciales de mai 2019 parce qu'ils ne s'avaient pas inscrits sur les listes électorales.

**Figure 4: Évolution du soutien aux élections | par pays | 2005-2018**



La figure montre les variations, en points de pourcentage, depuis le Round 3 (2005/2006) du% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les gouvernants devraient être choisis à travers des élections régulières, libres, et transparentes. Trois pays n'apparaissent pas parce qu'ils n'ont connu que peu de variation (< 5 points de pourcentage) sur la période: le Cabo Verde (-2), le Nigéria (-3), et le Zimbabwe (+3).





Il est donc inattendu que le soutien aux élections soit aussi élevé que les Africains le disent. A l'invite, les gens affirment qu'ils ont, en pratique, des réserves au sujet de l'efficacité de ces institutions. La dernière fois que la question leur a été posée (en 2014/2015), les répondants avaient des opinions partagées quant au fait que les élections permettent ou non aux électeurs de faire valoir leur opinion politique et au fait qu'elles permettent ou non aux électeurs de se séparer de leurs leaders peu performants. Concernant ces deux indicateurs d'efficacité institutionnelle, quatre sur 10 répondants environ ont affirmé que les élections fonctionnent bien – mais cinq sur 10 environ ont affirmé le contraire (Penar, Aiko, Bentley, & Han, 2016). Ainsi, dans certains cas, le public était douteux de ce que les élections puissent être un instrument fiable d'expression de la volonté populaire.

En somme, les récentes enquêtes d'Afrobaromètre mettent au jour des preuves de ce que l'enthousiasme populaire pour les élections s'est quelque peu affaibli depuis le point culminant de la démocratisation en Afrique au début du nouveau siècle. Sans doute à la suite d'une expérience durement acquise des pratiques électorales courantes, la jubilation populaire relative au mécanisme autrefois nouveau du vote ouvert commence à se dissiper au fil du temps. Mais il est nécessaire d'arriver à une conclusion objective. Etant donné que trois-quarts de tous les adultes expriment leur soutien manifeste aux élections et que presque deux-tiers confirment leur préférence pour la compétition multipartite, le verre métaphorique apparaît beaucoup plus rempli qu'à moitié seulement. Sur la base cependant des observations les plus récentes d'une longue série de données collectées dans le temps, le soutien populaire aux élections ouvertes suit une progression à la baisse. Pour continuer dans la métaphore, il y a une fuite au fond du verre qui n'augure pas bien pour la généralisation dans le long terme du soutien aux élections compétitives.

### Qualité perçue des élections

L'institutionnalisation des élections nécessite au minimum que les gouvernements convoquent un vote populaire à intervalles réguliers. Quand bien même les potentiels électeurs enthousiastes sont parfois confrontés à des retards – voir, par exemple, le report de deux ans des élections de 2018 en RDC – les retards dans les calendriers électoraux sont des exceptions à la règle. Chaque année, les élections présidentielles et législatives se tiennent habituellement en temps voulu dans une douzaine environ des 54 pays du continent.<sup>3</sup> En résumé, peu d'inquiétudes demeurent aujourd'hui par rapport à la quantité des élections en Afrique.

Certains commentateurs proposent que les élections répétitives suffisent pour avancer vers la démocratie. La théorie influente de « démocratisation par les élections » part du principe qu'une série ininterrompue d'élections a « un pouvoir auto-renforçant » pour progressivement

---

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soit le sujet, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

accélérer l'élargissement des libertés civiles et même le changement de régime (Lindberg, 2006, p. 2). Selon cette théorie, « le rapport entre les élections et la démocratisation n'est pas ... lié à la liberté et à la transparence des élections » (Lindberg, 2009, p. 328).

Essentiellement, c'est la fréquence

des élections qui crée l'alternance démocratique, ou du moins c'est ce qui se dit; la qualité de ces compétitions est apparemment moins importante.

Nous ne sommes pas d'accord. Un cycle répétitif d'élections pourrait être une condition nécessaire de démocratisation, mais il ne suffit pas à lui seul. Il faut s'intéresser non seulement à la quantité mais aussi à la qualité des élections. Quand bien même une série de compétitions de bonne qualité pourrait contribuer à la construction de la démocratie, une

---

<sup>3</sup> Quand bien même les élections nationales suivent un cycle régulier, la convocation des élections locales demeure plus intermittente dans plusieurs pays.

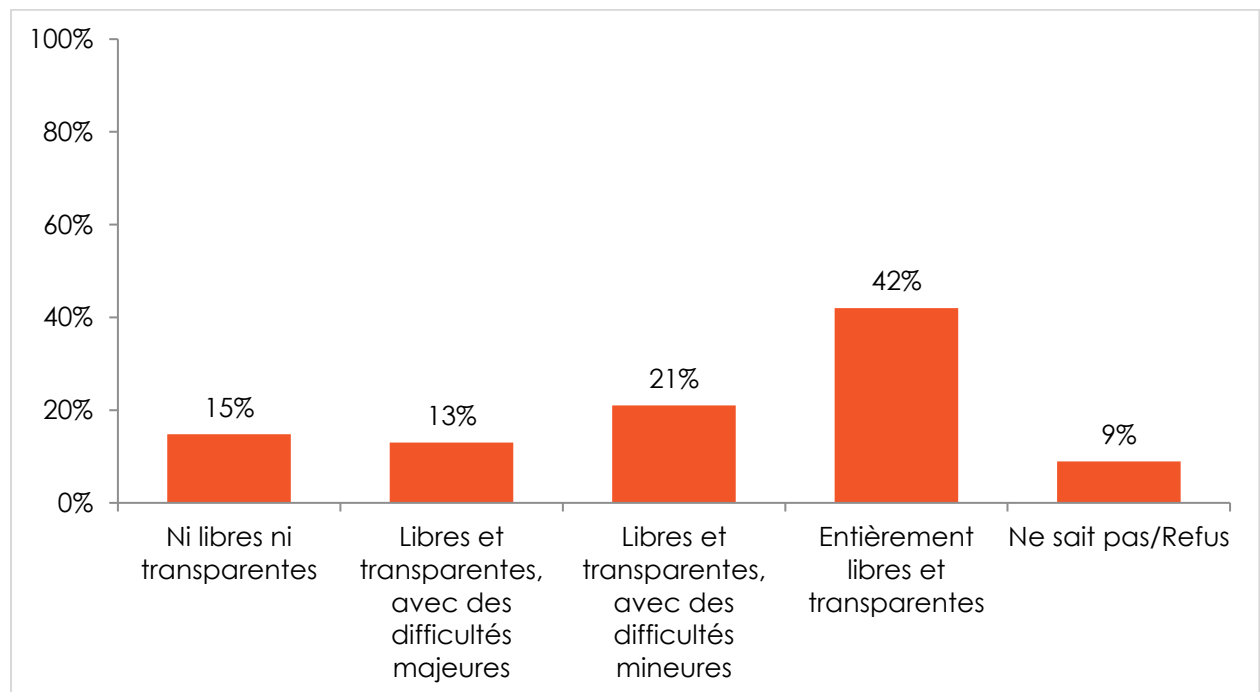
série d'élections moins-que-parfaites pourrait également contribuer à la longévité et la légitimation d'un régime intolérant ou autoritaire. D'autres théoriciens observent la contribution des élections de moindre qualité à l'apparition mondiale de l'autoritarisme compétitif, un régime dans lequel la contestation est « réelle mais injuste » parce qu'elle ne se joue jamais sur « un terrain de jeu raisonnablement égalitaire » (Levitsky & Way, 2010, pp. 5 et 7). Le terrain électoral est inégal parce que les titulaires qui sont candidats à leur propre succession mettent à contribution les ressources étatiques pour propulser leurs campagnes partisans et bloquer les opportunités politiques des forces de l'opposition.

Alors, les Africains eux-mêmes considèrent-ils les élections dans leur pays libres et transparentes? Afrobaromètre pose une question directe:

*Dans l'ensemble, à quel point les dernières élections nationales organisées en [20XX] étaient-elles libres et transparentes?*

En moyenne dans 34 pays à travers le continent, deux seulement sur cinq Africains enquêtés (42%) considèrent les dernières élections nationales dans leur pays « entièrement libres et transparentes » (voir Figure 5). Mais un autre cinquième pensent que ces élections étaient libres et transparentes avec seulement « des problèmes mineurs » (21%), tandis que 13% affirment qu'il y avait « des problèmes majeurs » et 15% seulement considèrent les élections « ni libres ni transparentes ». D'ailleurs, questionnés (au cours du Round 5 d'Afrobaromètre, en 2011/2013) par rapport à un élément capital d'intégrité électorale – le scrutin secret – presque huit répondants sur 10 ne pensaient pas que « quelqu'un de puissant » puisse découvrir dans quel sens ils avaient voté.

**Figure 5: Qualité perçue des élections** | 34 pays | 2016/2018

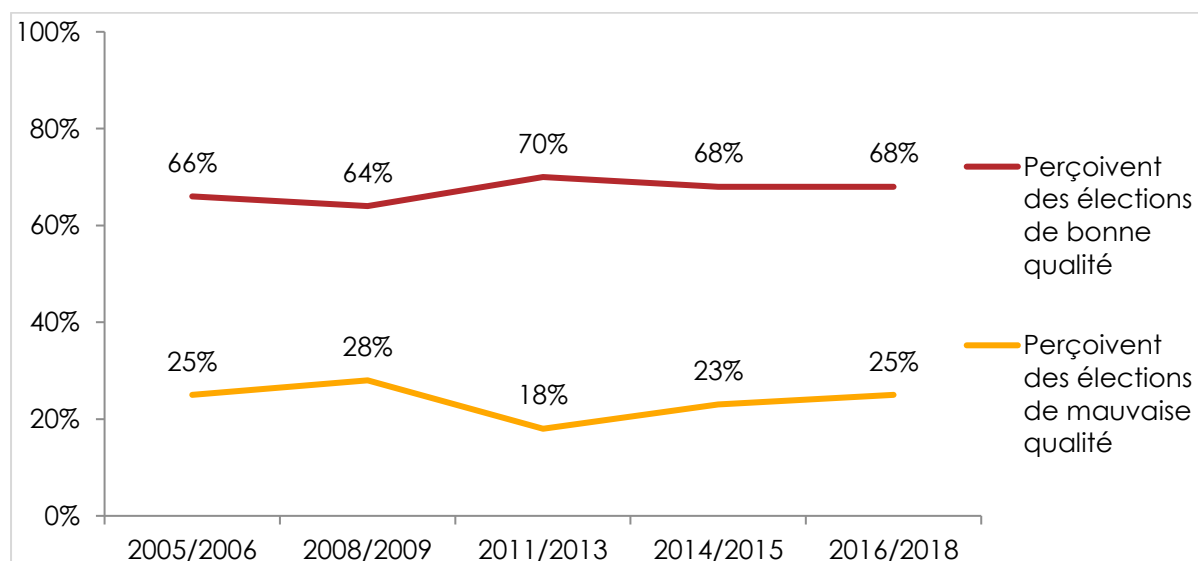


**Question posée aux répondants:** *Dans l'ensemble, à quel point les dernières élections nationales organisées en [20XX] étaient-elles libres et transparentes?*

La distribution de l'opinion publique sur la qualité des élections est demeurée remarquablement stable dans le temps. Comme le montre la Figure 6 pour 18 pays, la proportion de citoyens qui perçoivent des élections de grande qualité (soit « entièrement libres et transparentes » soit « libres et transparentes avec des problèmes mineurs ») est

effectivement la même en 2017 (68%) qu'en 2005 (66%).<sup>4</sup> Et les lignes de tendance de cette opinion demeurent quasiment stables entre ces points de données. Bleck et van de Walle ont observé « une contradiction paradoxale entre les grands changements observés dans la société africaine et la stagnation relative observée dans sa politique » et arguent du fait que « la qualité ... des élections et des institutions démocratiques qui les structurent n'ont pas beaucoup changé dans la plupart des pays » (2019, pp. 8 et 20). Comme nous le suggérons ci-dessous, la continuité des opinions publiques par rapport à la qualité des élections est en partie la conséquence du calcul des moyennes d'opinions à travers des pays sur des chemins politiques divergents. Mais elle reflète également l'incertitude dans l'esprit public découlant du défaut persistant de transparence dans les processus électoraux, surtout dans les pays les moins démocratiques.

**Figure 6: Qualité perçue des élections | 18 pays | 2005-2018**



**Question posée aux répondants:** Dans l'ensemble, à quel point les dernières élections nationales organisées en [20XX] étaient-elles libres et transparentes? (« Elections de bonne qualité » = « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs »; « Elections de mauvaise qualité » = « libres et transparentes avec des problèmes majeurs » ou « ni libres ni transparentes »)

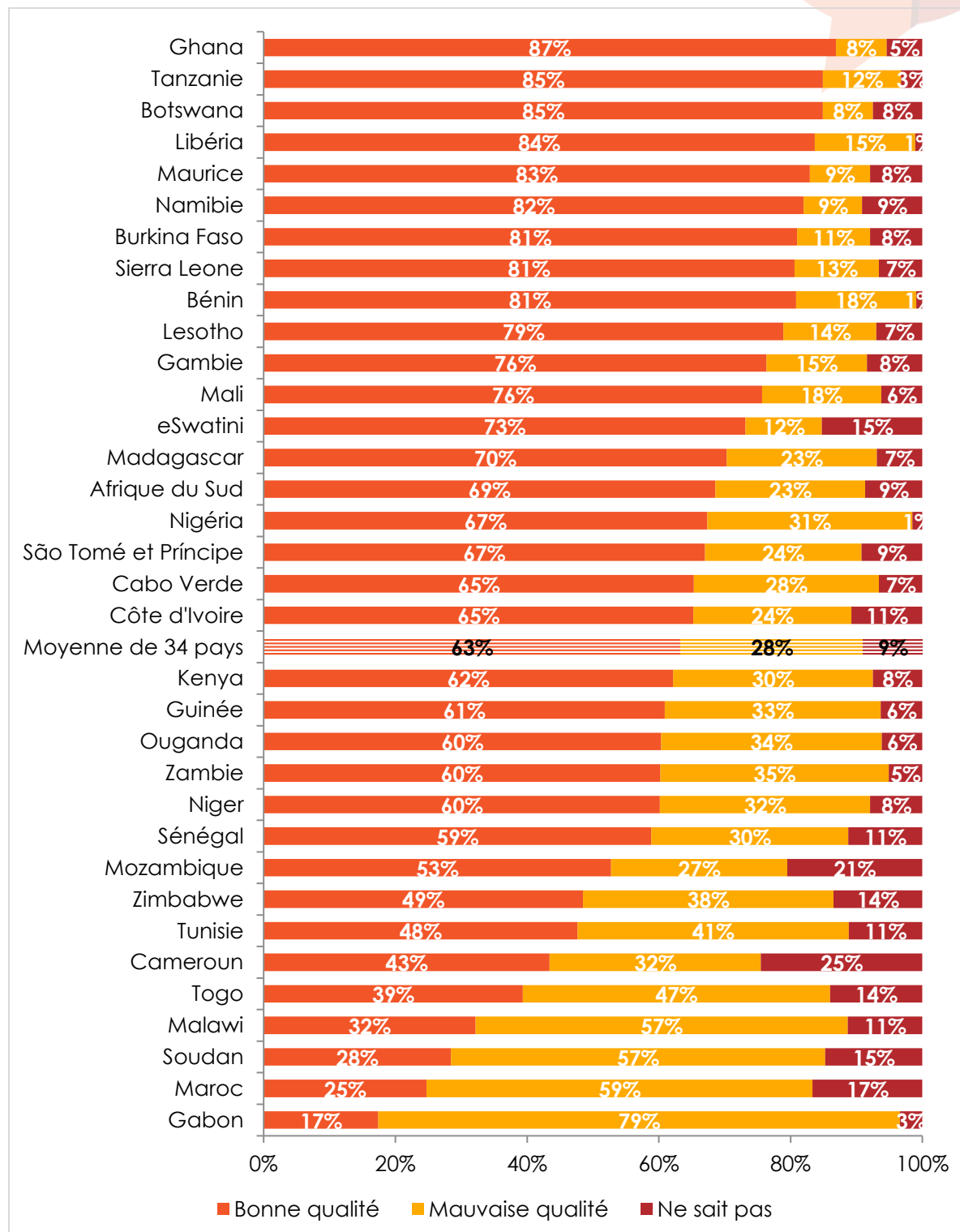
Comme d'habitude, les moyennes continentales dissimulent les écarts transnationaux majeurs. D'après les perceptions populaires, plusieurs pays africains organisent des élections de bonne qualité. Plus de huit adultes sur 10 dans des pays comme le Ghana (87%), la Tanzanie (85%), et le Botswana (85%) considèrent que les élections nationales sont complètement libres et transparentes et, qu'au pire, elles ne souffrent que de problèmes mineurs (Figure 7). Mais dans un certain nombre d'autres pays, plus de la moitié de la population adulte considère que les élections rencontrent des problèmes majeurs ou qu'elles ne sont carrément pas libres et transparentes. La perception de la qualité des élections affiche des niveaux très bas au Maroc (25%), au Soudan (28%), et au Malawi (32%), où moins d'un tiers des citoyens pensent que les élections dans leur pays répondent aux normes souhaitées. Dernier de la liste est le Gabon, où seulement 17% perçoivent des élections acceptablement libres et transparentes.

Considérons les dernières élections dans les pays aux extrémités de ce groupe de pays. Au Ghana en décembre 2016, le chef de l'opposition, Nana Akufo-Addo, a été élu président, supplantant le titulaire et candidat à sa propre succession, John Mahama, lors d'un scrutin à un tour. Le premier a eu la victoire humble et le dernier a reconnu sa défaite avec élégance, annonçant rapidement qu'il respectait la volonté de l'électorat. D'après un

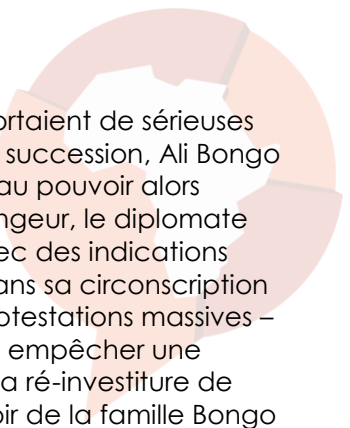
<sup>4</sup> La différence s'inscrit dans la marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage des enquêtes.

observateur chevronné, le Ghana « a continuellement préservé une tradition d'élections paisibles. ... En effet, depuis 2000, les Ghanéens ont par trois fois voté contre un titulaire candidat à sa propre succession lors d'élections fortement controversées, mais transparentes, paisibles et crédibles » (Mbaku, 2016).

**Figure 7: Qualité perçue des élections** | par pays | 34 pays | 2016/2018



**Question posée aux répondants:** Dans l'ensemble, à quel point les dernières élections nationales organisées en [20XX] étaient-elles libres et transparentes? (« Bonne qualité » = « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs »; « Mauvaise qualité » = « libres et transparentes avec des problèmes majeurs » ou « ni libres ni transparentes »)



En revanche, les élections présidentielles d'août 2016 au Gabon comportaient de sérieuses lacunes. La campagne du président en exercice candidat à sa propre succession, Ali Bongo Ondimba, a été troublée par la défection de principaux alliés du parti au pouvoir alors même qu'une opposition divisée commençait à s'unir autour du challenger, le diplomate Jean Ping. Bongo a cependant revendiqué une victoire très mince, avec des indications affichant un taux de participation de 99% et une approbation à 96% dans sa circonscription électorale d'origine. Ces résultats peu probables ont déclenché des protestations massives – le bâtiment du Parlement a été incendié – qui n'ont cependant pas pu empêcher une décision de la Cour Constitutionnelle en faveur du candidat sortant et la ré-investiture de Bongo pour un deuxième mandat, prolongeant l'hégémonie au pouvoir de la famille Bongo au-delà de 47 ans.

En somme, le contraste des réactions publiques entre le Ghana et le Gabon suggère que les Africains sont bons juges de la qualité des élections dans leur propre pays. Cela dit, et en vertu des moyennes continentales globales, les évaluations citoyennes de la qualité des élections semblent peut-être excessivement généreuses. Après tout, la réponse transnationale modale est « entièrement libre et transparente », une évaluation qui pourrait paraître incroyablement généreuse aux yeux de beaucoup (Figure 5). Etant donné que les gens ordinaires manquent probablement d'informations relatives aux aspects plus opaques des processus électoraux, ils pourraient être tentés d'accorder le bénéfice du doute aux résultats annoncés par les organismes officiels en charge de la gestion des élections. Ou les gens sont peut-être prudents et veulent juste passer à autre chose après les élections, quels qu'en soient les résultats.

La fiabilité de l'opinion publique relative à la qualité des élections peut être testée par rapport à une norme commune telle que l'Indice de la Liberté dans le Monde de Freedom House (2019). Les résultats sont mitigés. Cet indice classe 10 des 34 pays du Round 7 d'Afrobaromètre dans la catégorie « libre », tandis que le reste se retrouvent dans les catégories « partiellement libre » ou « pas libre ». <sup>5</sup> Comme l'on pourrait s'y attendre, nous observons que les citoyens des pays libres sont plus susceptibles de percevoir des élections de bonne qualité que leurs compères des pays moins-que-libres (70% contre 60%). Ainsi, dans une certaine mesure, l'opinion populaire reflète les jugements experts. Mais deux mises en garde s'imposent. D'abord, la différence d'opinions entre les deux types de pays n'est pas statistiquement significative. <sup>6</sup> Ensuite, une moyenne de six citoyens sur 10 dans les 24 pays que Freedom House qualifie de moins-que-libres ne perçoivent pas plus que des problèmes « mineurs » dans la gestion des processus électoraux. Aussi, les régimes autoritaires compétitifs reçoivent habituellement de leurs propres citoyens une bonne note de santé électorale.

L'incertitude que certains citoyens expriment par rapport à la qualité réelle des élections dans leur pays est évidente au niveau national. Comme le montre la Figure 8, les Tanzaniens et les Zimbabwéens pensent apparemment que la qualité de leurs élections s'améliore, quand bien même la gestion de ces compétitions demeure étroitement contrôlée. Et les Kenyans et les Sénégalais semblent estimer que la qualité de leurs scrutins s'altère, quand bien même l'atmosphère de campagne des compétitions électorales bien organisées et beaucoup plus ouvertes de leurs pays se caractérise par un pluralisme croissant et en mutation. L'exemple le plus parfait du tableau mitigé des appréciations citoyennes relatives à la qualité des élections pourrait s'observer dans les tendances au Nigéria et en Zambie, que les citoyens considèrent comme les meilleures améliorations de tous les pays enquêtés. Les citoyens affirment que les élections présidentielles de mars 2015 au Nigéria ont consacré la meilleure administration électorale de ce pays (une amélioration de 35 points entre 2005 et 2017). Mais l'approbation par les Zambiens des élections générales d'août 2016 (une

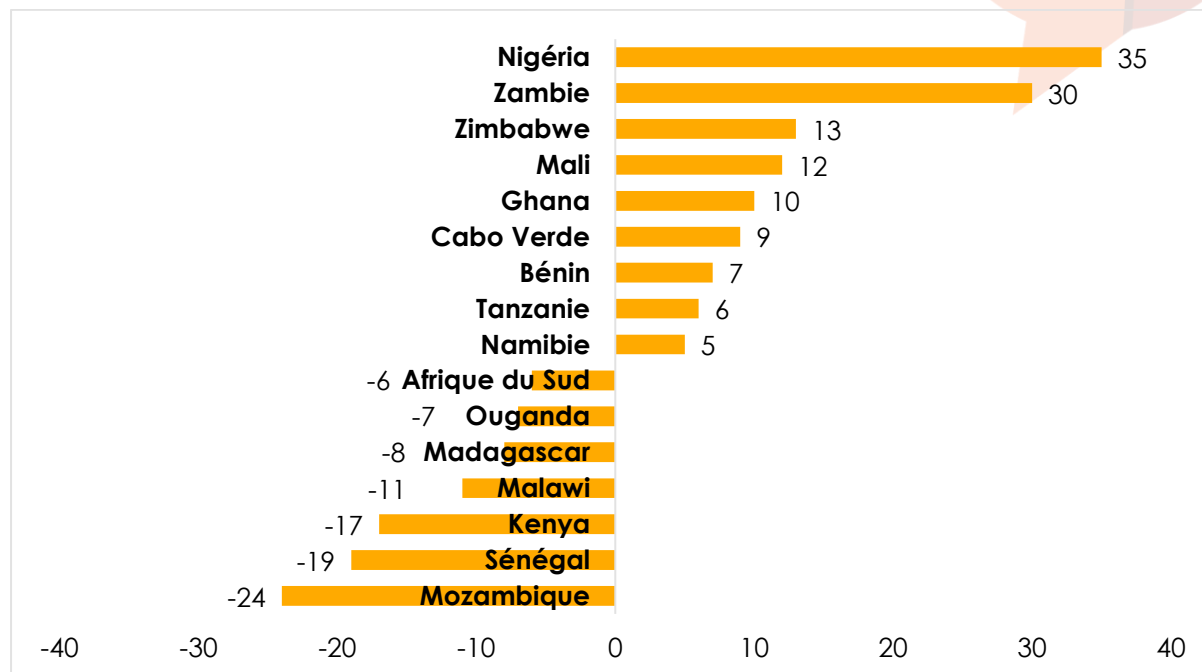
---

<sup>5</sup> La référence est pertinente puisque ces évaluations expertes sont faites principalement sur la base de la qualité observée des élections d'un pays.

<sup>6</sup> Un test de la différence des moyennes effectué sur des échantillons indépendants produit  $F = .190$ , sig.  $= .666$ , et  $t = 1.418$ , sig.  $= .166$ .

amélioration de 30 points entre 2005 et 2017) est plus surprenante, étant donné que ces élections étaient entachées par le musellement du plus grand journal indépendant du pays, des accusations d'incitation à la violence des deux côtés, et l'emprisonnement subséquent du leader principal de l'opposition.

**Figure 8: Évolution de la qualité perçue des élections, par pays | 2005-2018**



La figure montre les variations, en points de pourcentage, depuis le Round 3 (2005/2006) du % des répondants qui affirment que leurs élections nationales les plus récentes étaient « entièrement libres et transparentes » ou « libres et transparentes avec des problèmes mineurs ». Deux pays n'apparaissent pas parce qu'ils n'ont connu que peu de variation (< 5 points de pourcentage) sur la période: le Botswana (+1) et le Lesotho (0).

La différence majeure entre les élections nigérianes et zambiennes est que les premières ont résulté en une alternance de vainqueurs et de vaincus, à l'opposé des dernières. Au Nigéria, le parti All Progressives Congress de Muhammadu Buhari a évincé le parti Peoples Democratic Party de Goodluck Jonathan de la présidence. Mais en Zambie, le parti Patriotic Front a prolongé son hégémonie présidentielle à travers Edgar Lungu et accru sa majorité parlementaire. Fait intrigant, ce contraste suggère que les perceptions populaires de la qualité des élections pourraient être formées par l'alternance des dirigeants, un thème auquel nous reviendrons plus tard.

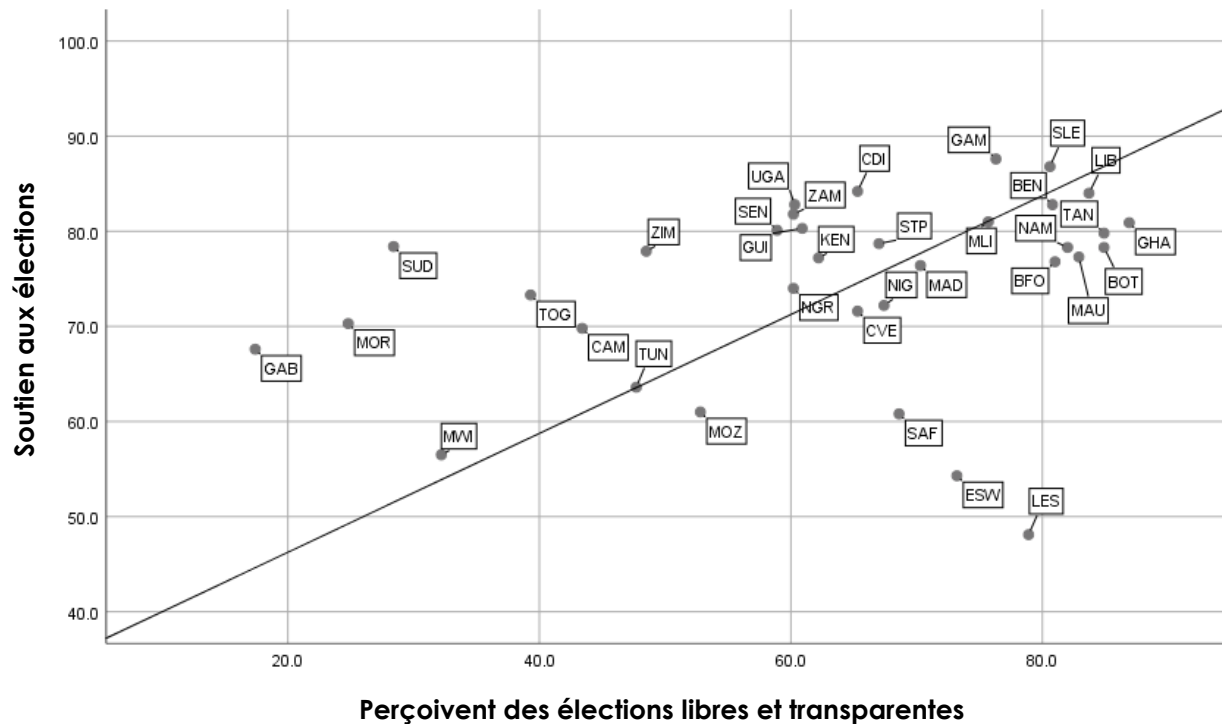
### La qualité perçue des élections affecte-t-elle le soutien populaire aux élections?

Pour le moment nous déterminons si la qualité perçue des élections – bonne ou pas – a un impact observable sur le soutien populaire aux élections. L'on s'attendrait certainement à ce que ce soit le cas. En effet, Norris (2014, 2015, 2017) a argué du fait que l'intégrité des élections accroît la légitimité politique, tandis que des élections ratées minent les prétentions de légitimité des dirigeants. La légitimité d'un régime découle en partie de la reconnaissance politique des autres pays et des institutions internationales. Mais la grande partie de la ressource essentielle de légitimité est accordée (ou pas) par la population elle-même. Il va donc sans dire que les perceptions populaires de la liberté et de la transparence des processus électoraux devraient informer le niveau de soutien populaire aux élections.

Les données donnent une preuve de l'affirmative. La Figure 9 trace les scores globaux de 34 pays pour montrer un rapport positif (une courbe dérivée à tendance haussière) entre la

qualité perçue des élections (abscisses) et le niveau du soutien citoyen aux élections (ordonnées). Le coefficient de corrélation associé ( $r = .315$ , signification  $= .070$ ) suggère que chaque variable justifie un écart significatif de l'autre. Quand bien même la corrélation n'entraîne pas la causation, nous pensons qu'il est probable que les citoyens se basent sur les évaluations de la qualité des élections pour décider de leur soutien ou pas aux élections. En d'autres termes, ils défendent les élections lorsqu'elles sont convenablement organisées mais pas lorsqu'ils pensent que les processus électoraux sont truqués. Cette logique est plus plausible que l'inverse, qui veut que les citoyens accordent une sorte de soutien inné ou automatique aux élections (quoi qu'il arrive) qui détermine leur appréciation de la qualité des élections.

**Figure 9: Soutien aux élections par qualité perçue | 34 pays | 2016/2018**



Dans certains pays – comme la Tunisie et le Mali sur la Figure 9 – les évaluations citoyennes de la qualité des élections sont des indicateurs spécifiques du soutien populaire aux élections. En Tunisie, par exemple, les niveaux bas de qualité perçue (48% seulement pensent que les élections sont libres et transparentes) sont liés à des niveaux relativement bas de soutien populaire aux élections (65%, contre une moyenne panafricaine de 75%). En revanche, les Maliens accordent une note au-dessus de la moyenne à la qualité des élections dans leur pays (76% considèrent que ces dernières sont majoritairement libres et transparentes) et, par conséquent, soutiennent également en masse l'idée qui consiste à choisir les dirigeants nationaux grâce au mécanisme électoral (81%, dont 57% soutiennent « tout à fait »).

Il convient de noter que la corrélation entre la qualité des élections et le soutien aux élections est la plus forte à l'extrémité supérieure. Sur la Figure 9, les pays s'agglutinent plus étroitement autour de la courbe au coin supérieur droit du diagramme qu'au coin inférieur gauche. Cette tendance suggère que la qualité des élections est une source de plus en plus fiable du soutien populaire aux élections dans les pays où les citoyens pensent que les élections sont plus libres et plus transparentes. Selon les dernières données d'Afrobaromètre, ceux-ci sont aussi bien les pays qui ont récemment connu des transitions d'un régime autocratique à un régime démocratique – comme la Gambie, la Sierra Leone, et le Libéria –

que les pays dont les démocraties se sont encore plus profondément ancrées, comme le Ghana, le Botswana, et la Namibie.

Il convient également de se rappeler que toute corrélation observée entre la qualité des élections et le soutien aux élections est plus probabiliste que parfaite. Dans un monde politique indiscipliné, il existera toujours des cas extrêmes qui ne cadrent pas avec le modèle général. Plusieurs de ces cas se regroupent au bas de l'échelle où le soutien populaire ou la qualité perçue est bas. La Figure 9 indique que les citoyens des pays comme le Lesotho, l'eSwatini, et l'Afrique du Sud peinent à soutenir fermement les méthodes électorales quand bien même ils pensent que les élections sont convenablement organisées dans leurs pays. En eSwatini et au Lesotho, cette anomalie pourrait être due au moins en partie aux partisans conservateurs de la monarchie qui préfèrent que les dirigeants soient choisis par hérédité plutôt que par élection. En Afrique du Sud, les répondants aux enquêtes déplorent peut-être le fait que même si une commission électorale professionnelle organise des élections habituellement libres et transparentes, d'autres institutions du gouvernement sont extrêmement corrompues.

L'on peut retrouver un ensemble contrasté de cas extrêmes au Soudan, au Maroc, et au Gabon. Les citoyens de ces pays expriment un niveau élevé d'attachement aux élections mais sont beaucoup moins susceptibles que l'Africain moyen de penser que les élections sont convenablement organisées dans leur propre pays. Beaucoup ici peuvent être décrits comme des « démocrates insatisfaits », c.-à-d. des individus qui estiment obtenir moins de démocratie qu'ils n'en demandent constamment (Mattes, 2019). Une implication importante en est que les citoyens qui défendent le caractère idéal des élections mais regrettent la mauvaise qualité des élections en pratique pourraient bien être à l'origine d'une réforme électorale et démocratique. Cette perspective s'est matérialisée dans les événements dramatiques d'avril 2019 au Soudan aux cours desquels, par des manifestations de rue, un mouvement populaire idéaliste a évincé l'homme fort du moment, un militaire indélogeable, et exigé qu'un gouvernement civil lui succède.

Le lien fondamental entre la qualité des élections et le soutien aux élections est mis en relief une fois que les cas extrêmes sont exclus. Plutôt que de couvrir tous les 34 cas nationaux, nous avons ré-exécuté l'analyse après avoir exclus les six cas extrêmes à la Figure 9 – le Lesotho, l'eSwatini, l'Afrique du Sud, le Soudan, le Maroc, et le Gabon (voir le paragraphe précédent). Un test de corrélation conduit sur les 28 cas restants pousse la covariance de moins d'un tiers ( $r = .315$ ) à presque deux-tiers ( $r = .660$ ). De ce point de vue, il semble raisonnable de supposer que la qualité perçue des élections est une composante importante du soutien populaire aux élections en Afrique. Par ailleurs, un cycle vertueux – de meilleures élections renforçant le soutien populaire – semble se dégager alors que la qualité des élections s'améliore.

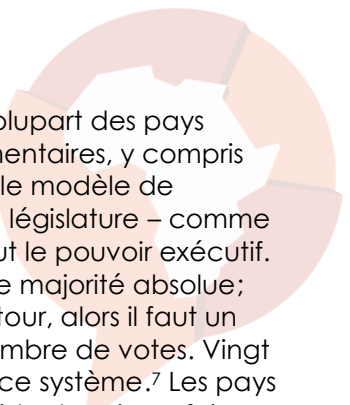
### Facteurs institutionnels?

Quand les élections compétitives sont institutionnalisées, alors peut-être les caractéristiques formelles de ces institutions naissantes contribuent à former l'opinion publique. La plupart des observateurs conviendraient probablement que les élections sont les plus habituelles de toutes les institutions démocratiques en Afrique; elles sont plus fiablement incorporées que d'autres pratiques essentielles comme le contrôle civil de l'armée ou les contrôles législatif et judiciaire du pouvoir exécutif.

Cette section examine plusieurs caractéristiques institutionnelles qui pourraient être capitales dans la formation de l'opinion publique relative aux élections:

- Le système électoral prescrit par la constitution d'un pays
- Le nombre total d'élections consécutives organisées dans un pays
- La simultanéité ou non des élections présidentielles et législatives
- Le temps qui s'est écoulé entre les dernières élections et les plus récentes enquêtes d'Afrobaromètre





Considérons chacune de ces questions l'une après l'autre. D'abord, la plupart des pays africains se sont dotés de constitutions présidentielles plutôt que parlementaires, y compris les anciennes colonies britanniques qui ont choisi de ne pas reproduire le modèle de Westminster. Même lorsque les présidents sont indirectement élus par la législature – comme au Botswana et en Afrique du Sud – ils sont quand même investis de tout le pouvoir exécutif. Le système le plus commun d'élection des présidents africains exige une majorité absolue; au cas où aucun candidat n'obtient plus de 50% des votes au premier tour, alors il faut un deuxième tour entre les deux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de votes. Vingt des 34 pays couverts durant le Round 7 d'Afrobaromètre se servent de ce système.<sup>7</sup> Les pays restants choisissent leur premier leader politique (généralement un président mais parfois un premier ministre) soit par des moyens indirects (six pays) ou par l'intermédiaire d'un système pluraliste comme le système majoritaire uninominal (huit pays).

Ensuite, nous avons déjà observé que presque tous les pays africains organisent désormais des élections régulières aux intervalles prescrits par les constitutions nationales. Depuis 1990 – la dernière transition vers la politique multipartite – le pays africain moyen avait organisé cinq séries d'élections nationales avant fin 2017.<sup>8</sup> Quelques 15 sur les 34 pays enquêtés lors du dernier round d'enquêtes d'Afrobaromètre avaient franchi cette étape importante. Certains avaient même progressé davantage: 10 pays avaient organisé six élections présidentielles et/ou parlementaires consécutives. Mais le Soudan – où les élections ont été retardées à plusieurs reprises – n'avait organisé que trois compétitions nationales entre 1990 et 2017. En Côte d'Ivoire – où les élections ont redémarré après une longue période de guerre civile – seulement deux compétitions nationales de vote ont été organisées après la restauration d'une chaîne électorale régulière. Enfin, des élections ouvertes n'ont été jamais organisées en eSwatini, où les partis politiques sont interdits, la Chambre Haute est indirectement élue, et le monarque désigne quelques législateurs.

Parmi les élections les plus récentes organisées dans les 33 pays restants (à l'exception de l'eSwatini), la majorité (19, soit 58%) étaient des élections couplées ou générales, c.-à-d. que les compétitions présidentielle et législative se tenaient le même jour. Toutes les autres compétitions étaient soit présidentielles uniquement (neuf) – comme au Sénégal en 2012 – ou parlementaires uniquement (cinq), comme à Maurice en 2014. Le temps écoulé entre ces élections et l'enquête était de 28 mois en moyenne, s'étendant de quatre mois en Sierra Leone à 79 mois au Cameroun. En d'autres termes, l'enquête a eu lieu peu après les dernières élections compétitives en Sierra Leone, mais presque sept ans après une compétition de ce type au Cameroun.

Il paraît raisonnable de supposer que les facteurs institutionnels sont liés à l'opinion publique. Mais, selon la Figure 10, les tests de corrélation ne révèlent que deux résultats de signification statistique.

D'abord, le soutien populaire aux élections est plus élevé dans les pays dotés de systèmes électoraux présidentiels à deux tours. Les gens préfèrent peut-être une prescription constitutionnelle dans laquelle les vainqueurs des élections doivent obtenir une majorité absolue des voix et donc un mandat politique clair. Ou peut-être les sympathisants de l'opposition préféreraient-ils une deuxième opportunité de se rassembler autour d'un challenger dans les cas où le candidat sortant n'atteint pas le seuil de 50% au premier tour. D'une manière ou d'une autre, moins de citoyens accordent leur soutien aux systèmes électoraux dans lesquels les dirigeants sont indirectement choisis par les majorités parlementaires ou – comme pour les systèmes à scrutin majoritaire uninominal – qui déclarent vainqueurs des candidats qui obtiennent moins de 50% des voix.

---

<sup>7</sup> La Zambie, par exemple, a réformé sa constitution pour adopter un système à deux tours en 2015.

<sup>8</sup> Les données globales des 34 pays enquêtés sont tirées et mises à jour à partir d'une source existante. Nous remercions Nicolas van de Walle et Jamie Bleck d'avoir partagé leurs ensembles de données portant sur les élections africaines, de 1990 à 2015.

Ensuite, l'intégrité perçue des élections est liée au nombre des élections précédemment organisées dans tout pays. Plus longue est la séquence des compétitions électorales régulières, plus les citoyens sont susceptibles d'accorder une bonne note de santé électorale aux autorités en charge de conduire les élections. Dans certains cas, ces résultats découlent peut-être d'améliorations véritables des aspects techniques de l'administration des élections, comme ce fut le cas dans nombre de pays. Dans d'autres cas, l'acceptation populaire de la légitimité électorale pourrait refléter le scepticisme populaire découlant des accusations souvent infondées de trucage des élections faites par les partis de l'opposition vaincus. D'une manière ou d'une autre, ceci découverte relative aux avantages cumulatifs des élections répétées accorde une once de crédit aux partisans de la « démocratisation par les élections ».

Sinon, les caractéristiques institutionnelles des élections ont peu d'impact observable. Comme l'indique le Tableau 1, le type d'élection et la proximité temporelle du vote et de l'enquête sont en large mesure indépendants aussi bien du soutien populaire aux élections que des perceptions citoyennes de la qualité des élections. Aucun de ces facteurs ne revêt une signification statistique, apparemment en raison d'une part de la petite taille de l'échantillon de pays. Néanmoins, en se basant uniquement sur les signes des coefficients, l'on peut trouver des indices de ce que les citoyens accordent plus de légitimité aux élections présidentielles et législatives couplées qu'aux mêmes élections organisées séparément. Peut-être trouvent-ils que des élections intégrées correspondent plus aux besoins nationaux que des élections fragmentaires et qu'elles sont donc plus méritantes de la légitimité. En revanche, la confiance citoyenne envers le mécanisme électoral tend à s'éroder au fur et à mesure que le temps passe après l'organisation des dernières élections. Les gens sont particulièrement susceptibles de perdre confiance lorsque la période entre les dernières élections et l'enquête d'opinion viole un programme électoral reconnu.

**Tableau 1: Facteurs institutionnels et opinion publique relative aux élections** | 33 pays  
| 2016/2018

	Soutien populaire aux élections	Qualité perçue des élections
<b>Type de système électoral<sup>a</sup></b>	<b>.385 (*)</b>	.048 (ns)
<b>Nombre total d'élections, 1990-2018</b>	-.127 (ns)	<b>.365 (*)</b>
<b>Type des dernières élections<sup>b</sup></b>	.086 (ns)	.276 (ns)
<b>Temps écoulé entre les élections et l'enquête d'Afrobaromètre</b>	-.199 (ns)	-.219 (ns)

Les contenus des cellules sont les coefficients de corrélation de Pearson;

\*sig. = <.05, ns = non-significatif

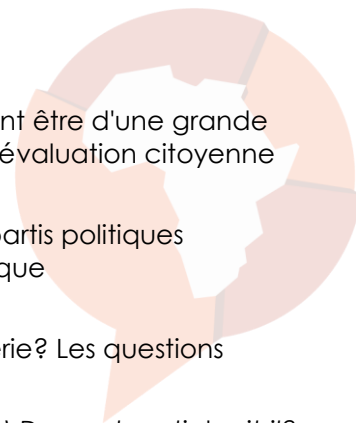
<sup>a</sup> élections présidentielles à deux tours; <sup>b</sup> compétiteur

## Facteurs politiques?

À notre avis, les réglementations formelles auront toujours des difficultés à expliquer ce que les Africains ordinaires affirment et font. Afin de mieux comprendre le rapport entre les citoyens et les élections, il importe de faire attention aux jeux d'attaques et de ripostes politiques de tous les jours, pour compléter les dispositions légales des constitutions nationales. Après tout, les gens sont moins poussés à participer aux élections par les exigences de la loi (par exemple, aucun pays africain n'impose l'obligation de vote) que par un désir volontaire de faire avancer les valeurs et intérêts qui leur tiennent profondément à cœur. Pour demeurer concurrentiel dans l'arène politique, il faut former des alliances, par exemple pour les organismes non-constitutionnels comme les partis politiques. Et puisque les résultats des élections compétitives sont toujours, et dans une certaine mesure, incertains, la possibilité qu'un changement se produise par rapport à qui est vainqueur et qui est vaincu est toujours présente.

Cette section explore deux principaux facteurs politiques qui pourraient être d'une grande pertinence en ce qui concerne le soutien populaire aux élections et l'évaluation citoyenne de l'intégrité des élections:

- Combien les citoyens d'un pays se reconnaissent-ils dans les partis politiques
- La probabilité que toute élection résulte en l'alternance politique

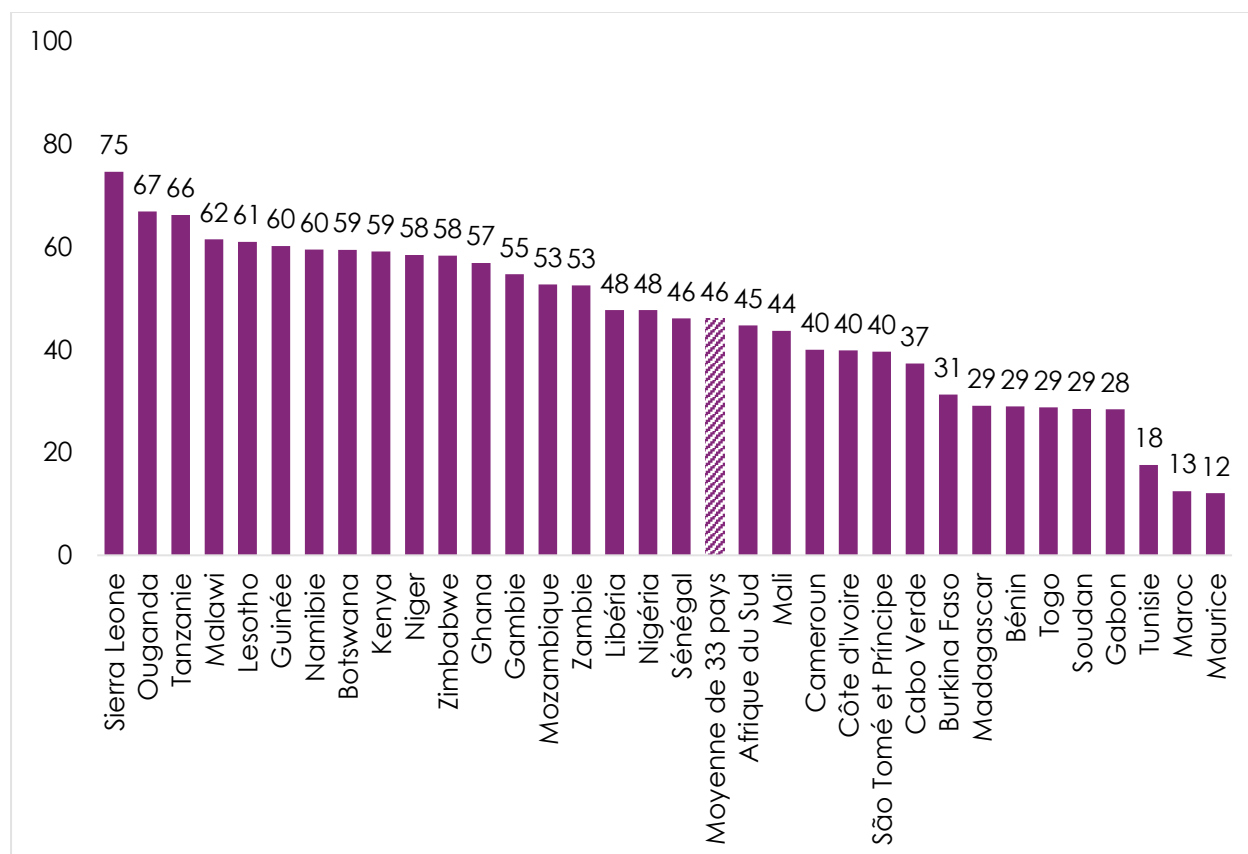


**Sympathie pour un parti.** D'abord, quelle est la place de la partisanerie? Les questions standard d'Afrobaromètre demandent:

*Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique? (Si oui:) De quel parti s'agit-il?*

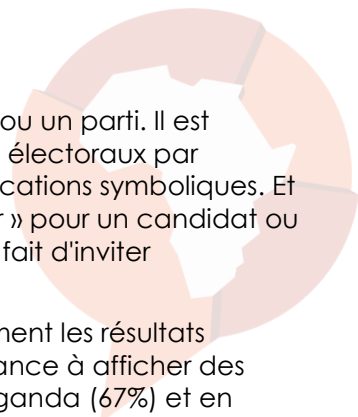
Nous observons qu'en moyenne, la partisanerie politique n'est pas très répandue dans les électorats africains. La Figure 10 révèle que moins de la moitié (46%) de tous les répondants à travers 33 pays se reconnaissent dans un parti politique. Dans plusieurs pays, les partis politiques souffrent d'une faiblesse organisationnelle et les systèmes partisans sont souvent embryonnaires et précaires, c.-à-d. qu'ils sont à peine institutionnalisés (Kuenzi & Lambricht, 2005; Elischer, 2013). En conséquence, il n'est pas surprenant que la plupart des gens en Afrique n'expriment pas un sens profond d'appartenance politique; les gens demeurent majoritairement indépendants, non-partisans, ou déconnectés de la politique.

**Figure 10: Proportion de l'électorat qui s'identifie à un parti politique (%) | par pays**  
| 33 pays | 2016/2018



**Question posée aux répondants:** *Vous sentez vous proche d'un quelconque parti politique? (% des répondants qui répondent « oui »)*  
(Note: La question n'a pas été posée en eSwatini, où les partis politiques sont interdits d'existence.)

Néanmoins, les niveaux auto-déclarés de participation aux activités partisans sont remarquablement forts. Lors de la dernière enquête, quelques 38% des répondants affirment avoir assisté à un meeting électoral durant les campagnes électorales en vue des dernières



élections nationales, et 21% affirment avoir travaillé pour un candidat ou un parti. Il est naturellement possible que des non-partisans assistent à des meetings électoraux par curiosité politique ou à la recherche de contacts sociaux ou de gratifications symboliques. Et la conception des répondants par rapport à ce que signifie « travailler » pour un candidat ou un parti n'est pas claire; une définition au sens large pourrait inclure le fait d'inviter simplement ses connaissances à voter dans un certain sens.

De même, les divergences transnationales peuvent résorber partiellement les résultats contradictoires. Les pays où il existe des partis prédominants ont tendance à afficher des proportions plus élevées de partisans auto-proclamés, comme en Ouganda (67%) et en Tanzanie (66%). Et les pays qui n'ont pas une longue tradition de formation de partis politiques sont enclins à afficher de petites proportions de partisans, comme dans le cas de la Tunisie (18%) et du Maroc (13%). Cela étant, on a également des preuves de ce que certains partis prétendument prédominants ont une base politique précaire (voir l'Afrique du Sud à 45%) et que des pays dotés de systèmes partisans instables peuvent néanmoins afficher une proportion d'adhérents au-dessus de la moyenne (voir le Malawi à 62% et le Kenya à 59%).

Dans notre cas, cependant, le principal enjeu consiste à savoir si la partisanerie politique est liée à l'opinion publique relative aux élections. Comme le montre le Tableau 2, le soutien populaire aux élections bénéficie d'une grande indépendance par rapport aux proportions de la population d'un pays qui sont partisans du parti au pouvoir, partisans d'un parti de l'opposition, ou non-partisans. Les signes des coefficients de corrélation indiquent une légère tendance des partisans (de toute obéissance politique) à plus apporter leur soutien aux élections que les non-partisans, mais la corrélation n'est pas statistiquement significative.

**Tableau 2: Partisanerie politique et opinion publique relative aux élections** | 33 pays  
| 2016/2018

	Partisans du parti au pouvoir	Partisans des partis d'opposition	Non-partisans
<b>Soutien aux élections</b>	.124 (ns)	.111 (ns)	-.146 (ns)
<b>Perçoivent des élections libres et transparentes</b>	.349 (**)	.294 (*)	-.402 (**)

Les contenus des cellules sont les coefficients de corrélation de Pearson;  
\*sig. =<.10, \*\*sig. =<.05, ns = non-significatif

En revanche, un clivage profond sépare les partisans et les non-partisans quand il s'agit de l'intégrité perçue des élections. Par de grandes marges statistiquement significatives, les premiers perçoivent des élections libres et transparentes, contrairement aux derniers (voir le Tableau 2). Les partisans du parti au pouvoir sont particulièrement plus susceptibles de penser que les dernières élections nationales sont de bonne facture, sans nulle doute parce qu'étant vainqueurs, ils sont bien placés pour profiter d'une victoire électorale. Il est donc tout à fait étonnant et encourageant que les partisans des partis de l'opposition pensent presque autant que les dernières élections était libres et transparentes. Quand bien même ils étaient du côté des perdants lors de ces élections, ce groupe de partisans approuvent néanmoins la qualité de la compétition. Peut-être estiment-ils que des élections de bonne qualité sont la meilleure chance qu'ils ont de pouvoir gagner une quête future du pouvoir. Comme d'autres l'ont relevé, « l'assentiment du perdant » est essentiel à la continuité de la loyauté de l'opposition au gouvernement de l'heure, l'institutionnalisation des élections, et la consolidation ultime de la démocratie (Anderson, Blais, Bowler, Donovan, & Listhaug, 2005).

**Alternance politique.** Quand bien même d'autres ont confirmé l'impact positif de l'alternance politique sur les attitudes favorables à la démocratie (Cho & Logan, 2013), nous nous renseignons ici sur les impacts plausibles sur l'opinion publique relative aux élections.

Il paraît raisonnable de supposer que les citoyens en viennent à soutenir les élections, et les considérer libres et transparentes, surtout lorsque ces compétitions entraînent l'alternance politique désirée. Notamment, les citoyens pourraient considérer les élections comme des mécanismes qui permettent de se séparer des dirigeants et partis peu performants. En ce qui concerne les cas d'héritage de pouvoir personnel, où des présidents vieillissant considérés comme des « grands messieurs » s'accrochent au pouvoir des décennies durant, les élections sont un mécanisme prometteur permettant de se séparer des candidats sortants trop longtemps restés au pouvoir aux yeux de l'électorat.

Dans cet article, nous définissons l'alternance politique (parfois également appelée renouvellement politique) comme le changement d'un parti au pouvoir suite à des élections. Nous distinguons l'alternance du changement des dirigeants au sein d'un parti au pouvoir résultant par exemple de la mort d'un président en exercice, d'une démission pour des raisons de santé, ou de tout autre élément déclencheur d'un remplacement par un co-partisan (un vice-président par exemple). En résumé, pour qu'il y ait alternance, un parti au pouvoir devra perdre une élection et son leader devra être remplacé par le leader d'un parti ou d'une alliance précédemment de l'opposition.

Au nombre des élections nationales organisées dans 33 pays africains tout juste avant les dernières enquêtes d'Afrobaromètre, 15 ont consacré une alternance contrairement aux 18 autres. Ce taux de renouvellement curieusement élevé était dû à des campagnes à succès réalisées par des forces de l'opposition bien organisées contre les candidats sortants (le Nigéria en 2015 ou le Ghana en 2016) ou à des élections transparentes organisées alors que le président en exercice était frappé par la limitation des mandats (le Bénin en 2016, le Libéria en 2017, et le Mali en 2013).

Quel est le rôle, le cas échéant, de l'alternance des partis au pouvoir dans la formation de l'opinion publique? D'après le Tableau 3, il n'existe aucun lien apparent entre l'alternance électorale et le soutien populaire aux élections. Indépendamment de ce que les élections conduisent ou non à une alternance au pouvoir, des proportions identiques de citoyens (75%) affirment qu'ils préfèrent installer les dirigeants au moyen d'élections. Nous pouvons donc reconfirmer que les élections sont parfois des mécanismes efficaces de prolongation de la légitimité de dirigeants indéracinables.

**Tableau 3: Alternance politique et opinion publique relative aux élections** | 33 élections | 2016/2018

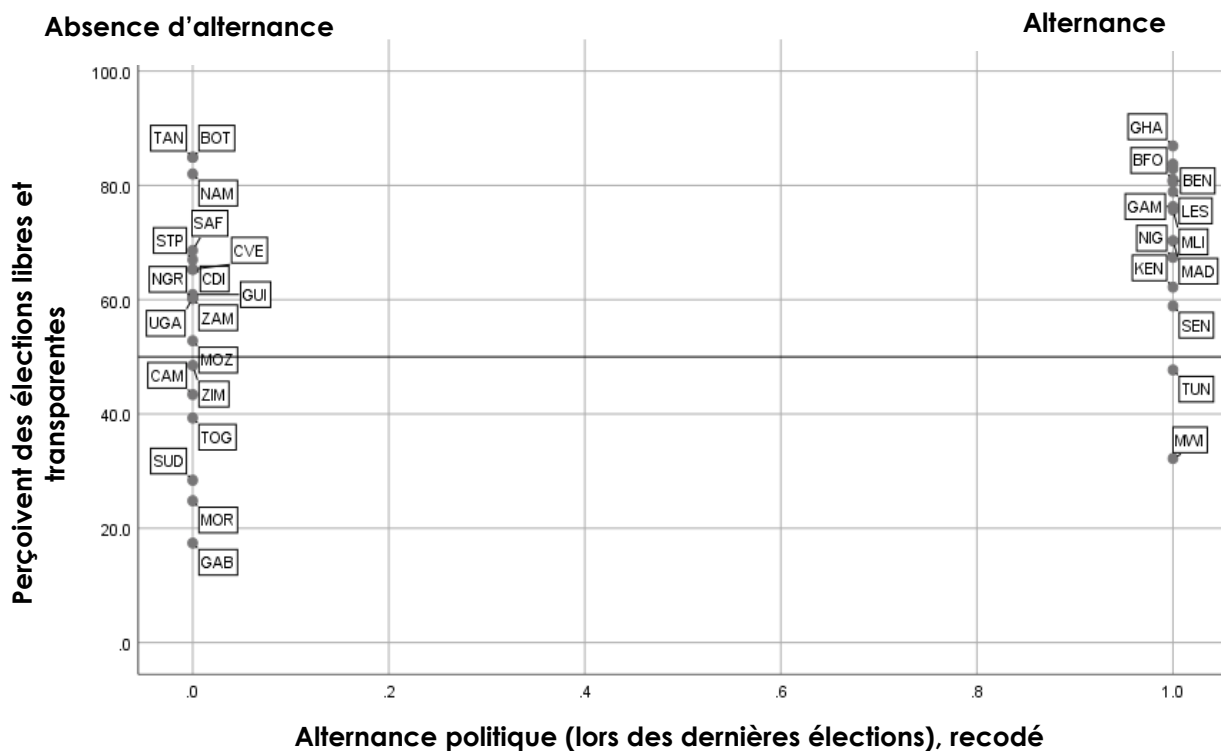
	Alternance	Absence d'alternance	t-test*	Signification
<b>Soutien aux élections</b>	75%	75%	-.145	.886
<b>Perçoivent des élections libres et transparentes</b>	71%	56%	-2.414	.022

\* *Variances équivalentes non-hypothétiques*

Fait important cependant, l'alternance est étroitement liée à la qualité perçue des élections. Alors que 71% des Africains perçoivent une conduite libre et transparente de l'élection suite à une alternance électorale, 56% seulement en font de même lorsque les élections confirment le pouvoir des titulaires candidats à leur propre succession, marquant une différence statistiquement significative. Ce résultat suggère que l'effet légitimant des élections est plus important pour ce qui est de l'installation de nouveaux dirigeants qu'il ne l'est pour ce qui est de la confirmation en fonction des anciens. Il suggère également que les citoyens reconnaissent que le fait qu'un dirigeant soit candidat à sa propre succession le dote de plus de ressources que ses adversaires pour influencer les résultats électoraux, remettant en question de ce fait la qualité des élections « non-porteuses d'alternance ».

Pour récapituler, de plus grandes majorités de citoyens sont susceptibles d'approuver la qualité des élections compétitives lorsque ces compétitions entraînent une alternance politique au niveau du leadership. Dans le système politique particulier à l'Afrique, une alternance au pouvoir insuffle l'espoir populaire selon lequel la performance gouvernementale sera améliorée. L'alternance semble également signaler que les règles de la compétition électorale sont suffisamment fortes pour surmonter tout avantage fâcheux découlant de ce que le candidat exerce déjà la fonction. Par ailleurs, puisque nous analysons les cas d'alternance antérieurs à la mesure de la qualité perçue des élections (dans une enquête subséquente d'Afrobaromètre), nous pourrions présumer d'un lien causal de l'alternance à l'opinion publique. En résumé, comme l'illustre la Figure 11, les Africains ont plus foi en l'intégrité des élections « porteuses d'alternance ».

**Figure 11: Qualité perçue des élections par alternance lors des dernières élections**  
| 33 pays | 2016/2018



### Compilation de l'argumentaire

Cette dernière section propose un compte rendu exhaustif des principaux facteurs qui forment l'opinion publique par rapport aux élections en Afrique. Le Tableau 4 présente les résultats de trois analyses de régression<sup>9</sup> qui étudient l'influence des facteurs institutionnels, politiques, et comportementaux sur la qualité des élections et le soutien populaire aux

<sup>9</sup> En termes profanes, l'analyse de régression peut être considérée comme une méthode statistique qui permet d'étudier l'influence relative de plusieurs « causes » plausibles sur un « effet » particulier. Dans la version des moindres carrés ordinaires (MCO) de ce test dont nous faisons usage ici, la régression produit des coefficients à deux caractéristiques: la force, qui mesure le degré de corrélation entre les variables prévisionnelles et les variables cibles, et la signification, qui indique la probabilité que le lien observé soit dû au hasard. Un grand coefficient numérique (sur une échelle de 0-1) indique une forte corrélation et s'accompagne habituellement d'une faible probabilité de corrélation par hasard. Puisque les coefficients rapportés sont normalisés (parfois appelé coefficients « bêtas »), leur importance pourrait être une indication du pouvoir explicatif relatif, chaque variable prévisionnelle tenant compte de l'influence de toutes les autres. La démarche par les MCO produit également une estimation du pouvoir explicatif global du modèle ( $r^2$ ), une fois encore sur une échelle 0-1.

élections. En travaillant sur cet article, nous démontrons que le soutien aux élections dépend de la qualité perçue des élections, qui à son tour est déterminée par l'alternance de leadership. En résumé, les « élections porteuses d'alternance » favorisent le soutien de masse aux élections.

**La qualité perçue des élections.** Dans un premier temps, nous passons en revue les facteurs sous-jacents des opinions des citoyens par rapport à la qualité (ou l'intégrité) des élections. Dans le Tableau 4, le Modèle 1 confirme que cet attribut est fonction des facteurs aussi bien institutionnels que politiques. Au plan institutionnel, le nombre total d'élections depuis 1990 est une variable prévisionnelle forte et significative de la qualité perçue des élections, un résultat qui accorde du crédit à l'idée selon laquelle la répétition du processus électoral, à elle seule, constitue une source de démocratisation. Mais, jugeant par la taille et la signification des coefficients correspondants, les facteurs politiques sont encore plus importants. Ceux-ci portent entre autres sur le degré de partisanerie de l'électorat (c.-à-d. à quel point il se reconnaît dans un parti politique) et, surtout, sur le fait que les élections précédentes aient conduit ou non à une alternance des principaux dirigeants politiques. En effet, *la plus grande influence sur la perception ou non par les citoyens d'une élection de bonne qualité est le fait que le scrutin résulte ou non en un changement du parti au pouvoir.*

**Tableau 4: Les facteurs qui façonnent l'opinion publique relative aux élections | 33 pays | 2016/2018**

	Qualité perçue des élections	Soutien populaire aux élections	
	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
<b>Facteurs institutionnels</b>			
Type de système électoral <sup>a</sup>	.108 (ns)	<b>.382 (**)</b>	<b>.323 (**)</b>
Nombre total d'élections, 1990-2018	<b>.329 (**)</b>	-.113 (ns)	<b>-.293 (*)</b>
<b>Facteurs politiques</b>			
Proportion qui s'identifie à un parti	<b>.332 (**)</b>	.115 (ns)	-.067
Alternance gouvernementale suite aux dernières élections	<b>.410 (***)</b>	.088 (ns)	-.137
<b>Attitudes envers les élections</b>			
Qualité perçue des élections			<b>.547 (***)</b>
Variance expliquée (r carré)	.402	.178	.357

Les contenus des cellules sont les coefficients (bêtas) de régression MCO normalisés;

\*sig. =<.10, \*\*sig. =<.05, \*\*\*sig. =<.01, ns = non-significatif

<sup>a</sup> Elections présidentielles à deux tours

**Soutien populaire aux élections.** Le même ensemble de facteurs explique difficilement le soutien populaire aux élections (18% de l'écart contre 40% en ce qui concerne la qualité des élections). En effet, justement parce que le soutien populaire aux élections est une opinion diffuse commune à 75% de tous les adultes, il est difficile de l'expliquer. Au nombre des facteurs que nous considérons ici, seul le type de système électoral (un scrutin présidentiel à deux tours) semble jouir d'une grande force explicative. La partisanerie et l'alternance ne jouent aucun rôle perceptible. Et le signe du nombre cumulé des élections est négatif, ce qui pousse à se demander si la thèse de la « démocratisation par les élections » est valable hors du contexte des élections de bonne qualité.

**L'alternance de leadership comme facteur de la qualité perçue des élections.** Un compte rendu global du soutien populaire aux élections est présenté dans le Modèle 3. Il est différent du Modèle 2 en ce sens que la qualité perçue des élections (précédemment sujet à

explication) est ici un facteur explicatif additionnel.<sup>10</sup> Le volume de la variance expliquée passe de ce fait du simple au double (de 18% à 36%). Les facteurs institutionnels continuent d'avoir un impact fort et significatif; quand bien même le type d'élection importe toujours, le nombre total des élections exerce une influence négative. Etant donné les signes opposés de ces coefficients, les effets de ces influences institutionnelles formelles peuvent être perçus comme s'annulant mutuellement efficacement.

Au contraire, le soutien populaire aux élections s'articule essentiellement autour d'un facteur informel: la perception par l'électorat de la qualité des élections. L'effet de cette préférence citoyenne globale est bien plus important et plus significatif statistiquement que tout autre facteur du Modèle 3 (ou même des modèles 1 ou 2). Il semble « absorber » sa puissance explicative de l'alternance de leadership, dont le coefficient est négatif, faible, et insignifiant. Nous interprétons ces résultats pour conclure qu'un scrutin de bonne qualité, surtout quand il est porteur d'alternance, constitue le principal facteur du soutien populaire aux élections. Il indique essentiellement si les citoyens africains étendent la légitimité politique au mode de choix électoral des dirigeants, et par conséquent aux dirigeants élus eux-mêmes.

Nous récapitulons notre argumentaire en guise de conclusion: Le soutien aux élections est fonction de l'alternance de leadership et de la qualité perçue des élections. La Figure 12 représente graphiquement un lien causal présumé entre ces facteurs.

**Figure 12: Proposition de rapport de causalité du soutien aux élections**

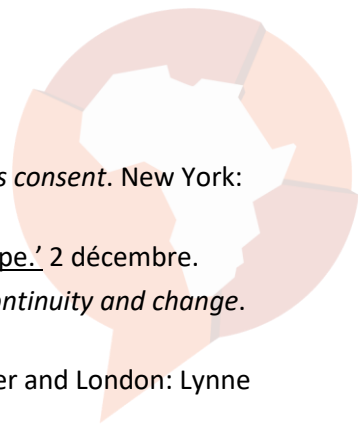


Les Africains soutiennent les élections lorsqu'ils estiment qu'elles sont bien organisées. Ils estiment qu'elles sont bien organisées lorsqu'elles sont porteuses d'alternance de leadership politique. Mais le lien entre l'alternance de leadership et le soutien aux élections est indirect. En d'autres termes, l'alternance s'intègre dans les perceptions populaires de la qualité des élections comme la meilleure preuve possible de ce que sont des élections de bonne qualité. Plus simplement présenté, les Africains soutiennent les élections dans la mesure où elles sont perçues comme porteuses de changement politique désiré.

<sup>10</sup> Nous avons précédemment soutenu que « les citoyens se basent sur les évaluations de la qualité des élections pour décider de leur soutien ou pas aux élections. ... Cette logique est plus plausible que l'inverse, qui veut que les citoyens accordent une sorte de soutien inné ou automatique aux élections (quoi qu'il arrive) qui détermine leur appréciation de la qualité des élections ».



## Références

- 
- Anderson, C., Blais, A., Bowler, S., Donovan, T., & Listhaug, O. (2005). *Loser's consent*. New York: Oxford University Press.
- BBC News. (2016). Gambia's Adama Barrow says shock win heralds 'new hope.' 2 décembre.
- Bleck, J., & van de Walle, N. (2019). *Electoral politics in Africa since 1990: Continuity and change*. New York: Cambridge University Press.
- Bratton, M. (ed.). (2013). *Voting and democratic citizenship in Africa*. Boulder and London: Lynne Rienner.
- Cheeseman, N. (ed.) (2018). *Institutions and democracy in Africa: How the rules of the game shape political developments*. New York: Cambridge University Press.
- Cheeseman, N., & Klaas, B. (2018). *How to rig an election*. New Haven: Yale University Press.
- Cho, W., & Logan, C. (2013). Looking toward the future: Alternations in power and popular perspectives on democratic durability in Africa. *Comparative Political Studies*, 47(1), 30-54.
- Dulani, B. (2011). *Personal rule and presidential term limits in Africa*. East Lansing: PhD dissertation, Michigan State University.
- Elischer, S. (2013). *Political parties in Africa: Ethnicity and party formation*. New York: Cambridge University Press.
- France24. (2019). 'Unopposed election': Benin voters shun polls with only one choice. 30 avril.
- Freedom House. (2019). Freedom in the world 2019.
- Kuenzi, M., & Lambright, G. (2005). Party systems and democratic consolidation in Africa's electoral regimes. *Party Politics*, 11, 423-446.
- Levitsky, S., & Way, L. (2010). *Competitive authoritarianism: Hybrid regimes after the cold war*. New York: Cambridge University Press.
- Lindberg, S. (2006). *Democracy and elections in Africa*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Lindberg, S. (2009). *Democracy by elections: A new mode of transition*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Mattes, R. (2019). Democracy in Africa: Demand, supply, and the 'dissatisfied democrat.' Synthèse de Politique No. 54 d'Afrobaromètre.
- Mbaku, J. M. (2016). The Ghanaian elections: 2016. Brookings, *Africa in Focus*. 15 décembre.
- Norris, P. (2014). *Why electoral integrity matters*. New York: Cambridge University Press.
- Norris, P. (2015). *Why elections fail*. New York: Cambridge University Press.
- Norris, P. (2017). *Strengthening electoral integrity*. New York: Cambridge University Press.
- Penar, P., Aiko, R., Bentley, T., & Han, K. (2016). Election quality, public trust are central issues in Africa's upcoming contests. Synthèse de Politique No. 35 d'Afrobaromètre.
- Posner, D., & Young, D. (2007). The institutionalization of political power in Africa. *Journal of Democracy*, 18(3), 126-140.

## Annexe

**Tableau A.1: Dates des travaux de terrain au titre du Round 7 et précédents rounds d'enquêtes d'Afrobaromètre**

Pays	Travaux de terrain au titre du Round 7	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Août - septembre 2018	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015
Bénin	Décembre 2016 - janvier 2017	2005, 2008, 2011, 2014
Botswana	Juin - juillet 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Burkina Faso	Octobre 2017	2008, 2012, 2015
Cabo Verde	Novembre - décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2011, 2014
Cameroun	Mai 2018	2013, 2015
Côte d'Ivoire	Décembre 2016 - janvier 2017	2013, 2014
eSwatini (Swaziland)	Mars 2018	2013, 2015
Gabon	Novembre 2017	2015
Gambie	Juillet - août 2018	N/A
Ghana	Septembre 2017	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014
Guinée	Mai 2017	2013, 2015
Kenya	Septembre - octobre 2016	2003, 2005, 2008, 2011, 2014
Lesotho	Novembre - décembre 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Libéria	Juin - juillet 2018	2008, 2012, 2015
Madagascar	Janvier - février 2018	2005, 2008, 2013, 2015
Malawi	Décembre 2016 - janvier 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Mali	Février 2017	2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014
Maroc	Mai 2018	2013, 2015
Maurice	Octobre - novembre 2017	2012, 2014
Mozambique	Juillet - août 2018	2002, 2005, 2008, 2012, 2015
Namibie	Novembre 2017	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014
Niger	Avril - mai 2018	2013, 2015
Nigéria	Avril - mai 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015
Ouganda	Décembre 2016 – janvier 2017	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015
São Tomé et Príncipe	Juillet 2018	2015
Sénégal	Décembre 2017	2002, 2005, 2008, 2013, 2014
Sierra Leone	Juillet 2018	2012, 2015
Soudan	Juillet – août 2018	2013, 2015
Tanzanie	Avril - juin 2017	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
Togo	Novembre 2017	2012, 2014
Tunisie	Avril - mai 2018	2013, 2015
Zambie	Avril 2017	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014
Zimbabwe	Janvier - février 2017	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014

# AFRO

## BAROMÈTRE

1999-2019

20 ans à donner la parole aux Africains



**Michael Bratton** est conseiller principal d'Afrobaromètre.

**Sadhiska Bhoojedhur** est analyste de recherche à StraConsult Ltd, le partenaire national mauricien d'Afrobaromètre.

Afrobaromètre, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Nationale pour la Démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur **#VoicesAfrica**.



**Couverture:** Muhammadu Buhari, Goodluck Jonathan, Kofi Annan. Adaptée d'une photographie de [kofiannanfoundation.org](http://kofiannanfoundation.org).

**Graphique** (Page 3) par [Kindea Labs](http://Kindea Labs)

Contact: [mbratton@msu.edu](mailto:mbratton@msu.edu)  
[sadhiska.bhoojedhur@gmail.com](mailto:sadhiska.bhoojedhur@gmail.com)